Le Fédéralisme en Contexte Multi-Ethnic Est-il Viable à Long Terme?

Merouan Mekouar

L'Université de Montréal

Il a 24 ans, a complété son premier bac en 2002 en Commerce à l'Université d'Ottawa et a travaillé pendant un an à Casablanca (Maroc) dans le domaine du Trading de commodités. Ayant réalisé qu'il était trop jeune pour passer sa vie dans le négoce, il a décidé de revenir au Canada et de faire vraiment ce qu'il aime: étudier la science politique. Il est en train de terminer son deuxième bac (en Science Po) à l'Université de Montréal, il a été accepté à l'Université McGill pour une maîtrise septembre prochain et entend bien poursuivre jusqu'au doctorat.

Le fédéralisme est une notion qui l'intéresse parcequ'elle permet de développer (à des degrés divers) un certain esprit de coopération et de concertation. Que ce soit dans le cadre de regroupements régionaux (comme l'ALENA) ou pour la consolidation d'états multi-nationaux, l'étude du fédéralisme permet de développer une vraie réflexion sur la manière de vivre-ensemble.

Introduction

Parmi le nombre relativement faible d'états fédéraux que compte le monde aujourd'hui, il est aujourd'hui remarquable de constater qu'aucun pays ne partage avec un autre un modèle constitutionnel parfaitement identique. Chaque fédéralisme a ses propres sources et ses propres moteurs. Qu'il s'agisse d'un sentiment d'appartenance unique, d'une forte volonté politique ou économique dans certains cas ou encore d'un contexte géographique particulier dans d'autres, chaque fédération a pour origine une série de mécaniques propres auxquelles elle a su adapter son modèle politique de manière à aboutir à des règles constitutionnelles très originales.

Nombreux, ces critères jouent un rôle très différent en fonction de chaque pays. Pour certaines fédérations, l'aspect économique est primordial, pour d'autres c'est la géographie qui joue un rôle capital. Pour d'autres encore, c'est la diversité de la population qui fait du modèle fédéral le seul à même de maintenir la cohésion du pays. Dans tous les cas, de très nombreuses modalités agissent et jouent de manière différente pour le maintien et le développement d'une fédération.

La diversité des critères menant au fédéralisme donne donc la mesure de la complexité de ce modèle constitutionnel. Il existe autant de fédéralismes qu'il y'a de fédérations et chaque pays se taille sur mesure l'habit constitutionnel qui lui convient. Cependant, et aussi divers que puissent être les critères menant à l'émergence d'une fédération, certains jouent

indéniablement un rôle plus important que d'autres. À ce titre, il existe un critère parmi la multitude de forces qui agissent sur une fédération dont le rôle est très important dans le développement et la survie d'une fédération : la composition ethnique du pays en question. En effet, quel que soit le cadre politique ou historique d'une fédération. La vitalité des sentiments nationaux, conjuguée au poids de l'histoire joue *quel que soit le pays concerné* un rôle structurant dans le cadre constitutionnel : Que ce soit au sein de vieilles fédérations comme la Suisse ou le Canada ou dans des entités nouvelles comme la Belgique, la question ethnique reste, quelle que soit la solidité de la fédération, au centre de toutes les questions constitutionnelles. Pouvant pousser dans le sens de l'union comme celui de la séparation, la disparition bien souvent douloureuse d'un grand nombre de fédérations lors des dernières années, donne la mesure de l'importance des aspirations ethniques dans le développement et la survie de ces pays.

Plus qu'une simple étude des conséquences de la diversité ethnique dans certaines fédérations, la présente analyse tentera de mettre en évidence le fait que la question nationale peut être fatale dans certains cas mais qu'elle peut aussi être totalement démantelée dans d'autres. De grands exemples de pays n'ayant pu trouver un terrain d'entente entre les différents peuples qui les composent, la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie seront traités en première partie de cette étude et mettront en évidence l'importance du contexte ethnique pour la mortalité de ces pays. Une

deuxième partie de cette étude tentera de montrer par la suite que la question nationale est certes critique pour nombre de fédérations mais que l'aspect ethnique n'est pas l'unique variable structurante. Les cas de la Suisse et de la Belgique, deux fédérations modèles ayant su démanteler les rivalités nationales et garantir la pérennité de leur système seront traités dans cette optique et montreront que la viabilité à long terme d'une fédération ne peut être réduite, aussi important soit-il, au seul critère ethnique.

La Tchécoslovaquie

Un premier exemple qui vient à l'esprit de quiconque s'intéresse aux fins malheureuses des fédérations est sans aucun doute celui de la Tchécoslovaquie. Ce pays d'Europe est un exemple parfait d'une fédération où la force des aspirations nationales a eu raison du pays lui-même. Alors que les divers gouvernements successifs avaient tenté pendant plus de 75 ans de consacrer l'union des deux pays, les exigences nationalistes ne se sont jamais tues et ce même au plus fort de l'époque communisteⁱ. Active avant même le début de l'union, la mécanique nationaliste séparant tchèques et slovaques ne s'est jamais démentie et s'est constamment attaquée à l'édifice fédéral en se basant sur trois aspects bien précis :

*La virulence des sentiments nationaux préexistant l'union.*ⁱⁱ. Depuis toujours, et même si de très fortes affinités existaient au niveau de la langue et des aspirations historiques, les deux nations se sont

toujours perçues comme deux entités nationales tout à fait distinctes l'une de l'autre. À ce titre, il est remarquable de constater qu'avant même les débuts de l'union, les mouvements nationaux tchèques et slovaques prenaient déjà des directions différentes dans leur lutte de libération de l'empire Austro-Hongrois. Alors que les premiers ne cherchaient qu'une forte autonomie à l'intérieure même de la monarchie des Habsbourg, les Slovaques quand à eux, aspiraient déjà à créer une langue nationale différente du tchèque et à poser les premiers jalons d'une identité distincte à même de revendiquer un état bien à elle. Cette première divergence, déjà très marquée au début du siècle forcera les pères de la fédération à prendre en compte les aspirations nationales des slovaques tout au long de l'Union. Ainsi, et dès le départ, une mécanique curieuse se met en place. Alors que les deux nations se fondaient l'une dans l'autre, les slovaques profiteront des modelages constitutionnels consécutifs pour affirmer un peu plus à chaque fois leur autonomie. Déjà un premier accord signé en 1915 reconnaît l'existence de deux pays :

« L'indépendance des pays tchèques et de la Slovaquie et l'union des nations tchèque et slovaque dans une fédération (...) avec la pleine autonomie de la Slovaquie ayant sa propre Diète, son propre gouvernement, son entière liberté culturelle, y compris le droit d'utiliser la langue slovaque. La Slovaquie devra aussi avoir sa propre administration

financière et politique et le slovaque y sera langue officielleⁱⁱⁱ ».

L'égalité des deux nations est reconnue ensuite par le gouvernement Kosice en 1945 alors que le droit à l'autodétermination est accordé juste avant l'occupation soviétique en 1968.

La période socialiste. Alors que les tensions nationalistes s'exprimaient déjà très fortement avant l'occupation russe, le communisme cherchera par tous les moyens à décourager les identitarismes et à fondre la Tchécoslovaquie dans le nouvel ordre socialiste.^{iv} Pendant plus de trois décennies, le parti communiste va considérer que la forme fédérale a réglé de facto toutes les aspirations légitimes des slovaques et qu'il n'y a désormais plus lieu d'alimenter des sentiments nationalistes bourgeois et antisocialistes.^v Une fois la forme fédérale adoptée en 1968, les revendications nationales ne pourront plus s'exprimer mais ne perdront rien de leur vigueur puisqu'elles réapparaîtront de plus belle dès la fin du communisme.

Entre 1968 et la chute du communisme laisse donc à croire que la fédération tchécoslovaque n'a tenu que sous la pression du parti central et de l'URSS. La rapidité du divorce entre les deux nations, quelques années après la chute de l'Union Soviétique donne la mesure de l'intensité des sentiments qui prévalaient depuis toujours au sein des deux nations.

Différenciations nettes entre les deux nations. À la fois multiples et homogènes sur le plan territorial,

divers critères historiques, culturels ont favorisé enfin le développement d'identités nationales très solides et fortement polarisées au niveau géographique.^{vi} Depuis toujours, le pays a vu s'opposer des tchèques prospères, urbanisés, athées, à une Slovaquie moins prospère, rurale et plus religieuse. Ces facteurs structurants de l'histoire de la Tchécoslovaquie ont alimenté en sous-main un fort sentiment national dépassant tous les autres critères d'union. Ainsi, le nationalisme n'a nullement été affecté par une intégration économique de plus en plus grande entre les différentes parties du pays puisque après tout, les échanges économiques entre tchèques et slovaques n'ont jamais été aussi conséquents qu'en 1989 à la veille de la séparation. L'identitarisme a donc dominé tous les autres facteurs d'union pour s'imposer comme l'unique grille d'analyse politique. Dès les premiers mois de l'année 1992, le processus de séparation du pays était lancé à une vitesse fulgurante. À la fin de l'année et sans aucune résistance notable de la part de la population tchèque, la Slovaquie devenait un pays indépendant. Remarquable par sa rapidité, la séparation tchécoslovaque est devenue un véritable cas d'école tant ce moment délicat a été vécu avec une facilité étonnante.

Si le divorce de velours entre tchèques et slovaques s'est fait avec une facilité exemplaire, (après tout, il n'y a eu aucun référendum consultatif et aucun groupe populaire n'a senti le besoin de manifester au lendemain de la séparation), le cas tragique de la Yougoslavie est là pour rappeler que la séparation des

peuples peut parfois être extrêmement douloureuse. Plus que n'importe quel autre conflit des dernières années, le conflit yougoslave a profondément choqué les esprits tant les ressentiments de ces acteurs était grand et tant ses coûts humains importants.

La Yougoslavie

Déjà complexe, le cas tchécoslovaque voyait s'opposer pacifiquement deux nations seulement ayant partagé à bien des égards la même histoire et les mêmes aspirations. Lors de la guerre européenne la plus sanglante des cinquante dernières années, la Yougoslavie se déchirait quand à elle entre 6 groupes bien distincts, 3 grandes religions et plus d'une dizaine de minorités, chacune ayant ses propres griefs et sa propre vision du futur de la nation. Exacerbant des ressentiments parfois plusieurs fois centenaires, la disparition de Maréchal Tito en 1980 ouvrira les vannes de tous les excès nationalistes selon une double mécanique aussi tragique qu'inéluctable^{vii} :

Une mosaïque de nations. Devenu générique, le terme mosaïque désigne bien la multitude d'ethnies, de minorités et de religions enchevêtrés dans ce territoire d'à peine 250,000 km carrés. Conscients de cette complexité, les pères du pays établiront une grille fédérale reprenant les principales catégories ethniques du pays aboutissant au résultat suivant^{viii} : 6 républiques (Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Monténégro et Macédoine), 2 provinces autonomes (la Voïvodine et le Kosovo), 2 nationalités (albanaise et hongroise) et plus de dix minorités (Tziganes, Turcs,

Slovaques...). Aussi nombreuses qu'elles puissent être, toutes ces entités disposent d'une histoire différente, de revendications propres et d'aspirations identitaires. Le poids de l'histoire joue à ce titre un rôle déterminant. Les différentes composantes de l'ex-Yougoslavie ont toutes connues une histoire différente. Occupées par les Ottomans pour les unes, par les Autrichiens pour les autres, indépendantes pour d'autres encore, chaque nation yougoslave a développé son propre capital historique fait de rivalités, de ressentiments, de jalousies féroces.^{ix} Un exemple parfait de la différence de cheminement que peuvent prendre deux nations voisines est la langue principale même du pays. Alors que le Serbo-croate est écrit en caractères cyrilliques en Serbie (dû à son rattachement au giron de l'église orthodoxe), la même langue s'écrit en caractères latins en Croatie rattachée culturellement quand à elle à la sphère catholique autrichienne^x. D'autres facteurs historiques entrent également en jeu et animent d'avantage encore les rivalités ethniques. Les Serbes par exemple, victimes des nazis pendant la deuxième guerre mondiale pardonnent difficilement aux croates et à certains Musulmans^{xi} leurs sympathies fascistes. Le Kosovo, source historique et culturelle de la nation Serbe est peuplé à 85% d'albanais de confession musulmane...etc.

L'inadéquation des structures fédérales^{xii}. Conscients de la complexité de cette situation explosive, tous les leaders du pays ont tenté de démanteler la question nationale à travers un partage fédéral rigoureusement ethnique de toutes les

institutions de l'État. De plus en plus complexes à chaque fois, les constitutions du pays venaient concrétiser la rotation des élites à la tête des institutions de l'état selon un principe strictement national. Les ministres délégués aux institutions fédérales, leurs adjoints, etc.... sont tous désignés en fonction de leur origine pour une brève période de temps à la tête des institutions centrales et doivent revenir à leur république initiale une fois leur mandat fini. L'administration, les partis, toutes les organisations sont fréquemment remaniées de façon à satisfaire tous les représentants du pays. Cependant et loin d'apporter l'effet unificateur escompté, ces incessants allers-retours des élites du pays ont eu l'effet contraire et ont participé à l'affaiblissement des prérogatives centrales.

Pire encore, les nombreuses tentatives constitutionnelles visant à accommoder les différentes nations ont abouties de facto à un glissement très net des prérogatives gouvernementales en faveurs des républiques^{xiii}. Après la mort de Tito, le transfert des pouvoirs gouvernementaux a continué à se faire en faveur des entités régionales avant d'aboutir localement à une situation que beaucoup qualifiaient de *confédération de facto*^{xiv}. Animant le ressentiment de la majorité serbe, les décisions politiques opérées sur le terrain par les gouvernements locaux (comme l'organisation d'élections multipartites en Slovénie et en Croatie) dépassaient le cadre de la constitution et menaçaient directement l'existence de la fédération. Ne pouvant accepter un tel démantèlement de la

fédération un puissant mouvement nationaliste serbe profitera du désarroi général et amorcera une tentative violente de renforcement des autorités centrales.

Tensions ethniques et éclatement de la fédération. Sans relater le déroulement dramatique de la guerre qui a vu s'opposer en un triangle tragique, croates, serbes et bosniaques, il est absolument essentiel de rappeler que les tensions ethniques s'exprimaient fortement bien avant même la mort de Tito ou l'arrivée de Milosevic. Ainsi, et dès 1968, la province du Kosovo est le théâtre de violentes manifestations d'étudiants d'origine albanaise excédés par les exactions de la police serbe. Vingt ans plus tard, les tensions sont déjà très fortes entre Serbes et Albanais alors que les premiers (réduits désormais à moins de 15% de la population du Kosovo) ne peuvent que se désoler de voir leur présence disparaître de ce haut lieu historique. Profitant de ce sentiment de malaise généralisé, et apparaissant comme le défenseur de la minorité Serbe opprimée, Milosevic saura prendre la tête de la fédération et lancera une série de mesures visant à éliminer les menaces planant sur les serbes à l'extérieur de leur république^{xv}. Première décision: l'annulation de l'autonomie de la Voïvodine et du Kosovo. Lourde de conséquences, cette décision des autorités centrales poussera Slovènes et Croates à prendre leur indépendance et sera la première manche d'une des guerres les plus douloureuses des années 90.

À ce titre, une citation fort juste de l'écrivain albanais Ismail Kadaré donne la mesure du sentiment général :

« Chez les Balkaniques, comme chez les populations peu nombreuses, les complexes d'infériorité et de supériorité doivent avoir joué un rôle important dans la formation de psychoses chauvines. Mais alors que le sentiment de supériorité alimente une indifférence qui peut aller jusqu'au mépris, le complexe d'infériorité lui, alimente une haine morbide et inexplicable^{xvi} ».

Cette haine de l'autre, poussée à l'extrême dans les camps de prisonniers bosniaques ou lors des bombardements de civils donne la mesure de l'intensité des frustrations nationales dont souffraient presque tous les partenaires de la fédération. Pendant la guerre, des voisins ayant vécu côte à côte pendant des générations se retourneront les uns contre les autres. Les croates mêmes, victimes des serbes et alliés de facto avec les bosniaques, n'hésiteront pas à trahir leurs alliés et à vider complètement la région de Vitez de sa population musulmane.

Dix ans plus tard, l'intervention des Nations Unies et de l'OTAN n'a toujours pas réussi à éteindre les braises d'un conflit ethnique qui ne veut pas finir. Les aspirations indépendantistes du Kosovo conjuguées à l'autonomie de plus en plus grande du

Monténégro ne peuvent laisser de marbre une Serbie poussée dans ces derniers retranchements.

Loin des turbulences balkaniques, d'autres pays également dotés de populations fort hétérogènes sur le plan ethnique ont réussi à déjouer le piège de l'identitarisme et se distinguent par la qualité et la solidité de leurs institutions. La pérennité de ces pays est une preuve indubitable de la possibilité pour une fédération d'accommoder tous ces membres dans le respect et la tolérance. Deux états sont particulièrement intéressants à ce titre.

La Suisse

Parmi les 23 fédérations que compte le monde actuellement, la Confédération Helvétique se distingue sans équivoque par la réussite brillante de ses institutions malgré un cadre ethnique et religieux extrêmement défavorable. La réussite du modèle Suisse est d'autant plus marquante que ce pays possède tous les ingrédients nécessaires à une situation explosive. Le pays est divisé en 3 grands groupes ethniques d'importance inégale. Deux religions principales se font concurrence alors que 3 langues officielles ont droit de cité. Cette situation pour le moins explosive a pourtant donné naissance à l'une des fédérations les plus paisibles et les plus solides du monde actuel. La désactivation du nationalisme ethnique en Suisse reposant sur trois critères essentiels :

Structure fédérale. Dans un pays aussi diversifié que la Suisse, la nécessité d'une représentation

équitable et garantie de toutes les communautés se fait particulièrement entendre. La réponse constitutionnelle apportée à ce vrai casse-tête ethnique et religieux tient moins de la science politique que des statistiques pures et simples.^{xvii} Ainsi, toutes les institutions publiques du pays (exécutif, parlement, universités, armée, administration...etc.) sont soumises à un strict partage linguistique. Toutes les communautés sont représentées au sein des institutions et sont protégées par la constitution. À titre d'exemple, l'exécutif est une heptarchie dont la composition est rigoureusement partagée entre germanophones (4 à 5 sièges), francophones (2 sièges) et italophones (1 siège). Le gouvernement suisse lui-même est une coalition regroupant les 4 partis principaux du pays à raison d'un partage de type (2-2-2-1). Alors que le même système avait abouti en Yougoslavie à la pire des confusions, les Suisses ont su faire de ce partage constitutionnel la pierre angulaire de la bonne entente nationale.

La structure fédérale agit donc en Suisse comme un filtre atténuant tous les clivages ethniques^{xviii}. Représentés équitablement au sein de toutes les institutions du pays, les différents groupes nationaux se reconnaissent donc sans problème au sein de l'entité Suisse et ce, contrairement à ce qui passait par exemple en Tchécoslovaquie ou de nombreux membres de l'élite Slovaque reprochaient aux Tchèques leur domination des institutions nationales.

Rôle des cantons. Consolidant le rôle fédérateur des institutions centrales, les cantons jouent

un rôle primordial dans l'atténuation des conflits entre les différentes communautés. À l'image du fédéral, les entités locales ont bien souvent une composition ethnique très hétérogène protégée toutefois légalement par les lois régionales. Souvent bilingues, parfois trilingues, les cantons ont de très larges prérogatives pour défendre les langues majoritaires dans leur territoire tout en garantissant les droits des minorités. Ainsi, chaque citoyen a le droit de se faire comprendre dans la langue de son choix et les administrations locales sont tout à fait respectueuses des particularismes.^{xix} Enfin, la nature même des cantons qui reprennent en leur sein toute une série de fractures religieuses et linguistiques vient démanteler les revendications nationales plus larges puisque les lignes de tensions se chevauchent et ne se superposent pas. Le canton de Fribourg résume à lui seul cette diversité : Situé à l'ouest du pays, le canton comprend une majorité catholique francophone, une minorité protestante composée à la fois de francophones et de germanophones et une bonne minorité de germanophones catholiques. Faisant fi de tous ces facteurs de séparations, les autorités cantonales ont réussi à mettre en place un gouvernement rigoureusement représentatif assurant la cohabitation harmonieuse de tous les habitants de la commune^{xx}.

Esprit de compromis. Habités à vivre au sein de communautés à la fois semblables et différentes (des voisins francophones par exemple peuvent être protestants ou catholiques) les Suisses ont su développer cet esprit de respect et de compromis qui

fait toute la force de leur fédération. Unique en son genre, le régime de la Suisse repose sur une forte démocratie de consensus conjuguée à une connivence gouvernementale qui consiste à réunir systématiquement les élites des différents sous-groupes pour trouver des compromis. Que ce soit au niveau des organes de l'exécutif ou des autres institutions publiques, toutes les composantes ethniques peuvent s'exprimer sans remettre en cause les fondements du pays. Cet équilibre délicat se traduisant constamment par un subtil dosage de contrôles, de conventions, de traditions et de consultations qui atténuent les clivages et apaisent toute tension qui pourrait surgir.

À ce titre, le processus de sécession du Jura du canton de Berne donne la mesure de l'importance de l'esprit de consensus auprès de tous les acteurs de l'état. Avant la création du canton, toutes les autorités constitutionnelles intéressées ont été consultées : le canton de Berne, les communautés francophones, les communautés limitrophes ainsi que l'ensemble de la communauté nationale! Même si le processus a été extrêmement long (les tractations ont duré pendant plus de deux décennies) cette grande décision a fini par être prise et acceptée par l'ensemble des acteurs concernés. Cette philosophie de consensus profondément ancrée dans chaque citoyen apparaît réellement comme le ciment véritable de la fédération helvétique.

La Belgique^{xxi}

Un deuxième exemple du grand intérêt que portent les gouvernements des pays multiethniques à une structure fédérale est sans aucun doute le Royaume de Belgique. Alors que le fédéralisme s'est imposé *de facto* lors de la création de la Suisse, ce système n'a été établi en Belgique qu'en 1970 après une longue tradition d'étatisme unitaire. Les fortes dissensions linguistiques et culturelles entre Wallons et Flamands, le renversement du poids économique des francophones après la seconde guerre mondiale sont autant de raisons qui ont fait du fédéralisme la seule option à même de préserver l'unité du pays^{xxii}. La complexité du contexte originel est manifeste dans l'organisation des institutions belges somme toute très particulières :

L'organisation constitutionnelle belge est duale^{xxiii} : Il s'agit d'un fédéralisme double où le gouvernement central chapeaute trois communautés linguistiques (Wallonne, Flamande et Allemande) et trois régions géographiques (le Sud Wallon, le Nord Flamand et la région mixte de la capitale). Ces deux entités sont composées d'assemblées de mandataires élus qui « exercent leurs responsabilités à l'abri de toute intervention de l'autorité nationale^{xxiv} ». Complexifiant cette dualité, il apparaît que les communautés linguistiques ne se superposent pas aux territoires régionaux alors que la région de la capitale (à majorité francophone) est enclavée dans la région flamande. L'originalité de système vient donc de sa dualité. Là où en Suisse il n'y aurait que des cantons,

des entités tout à fait semblables par la structure viendraient s'y rajouter mais seraient basées sur la composition linguistique de la population.

Ce premier aspect original est particulièrement mis en évidence lorsqu'on s'intéresse aux différentes prérogatives de ces entités. Ainsi, il apparaît que la division est basée sur un principe de matérialité^{xxv}. Les régions, fondées sur des critères géographiques donc, sont responsables de tous les éléments « palpables » comme le transport, l'économie ou les travaux publics. Les communautés quand à elles gèrent tous les éléments « non palpables » que seraient l'éducation, la culture, la radio et télévision ainsi que tous les aspects socioculturels. Cette situation est particulièrement intéressante dans la mesure où deux frères issus de la même famille, pourraient être placés dans deux écoles différentes (l'une flamande et l'autre wallonne) et seraient rattachés à deux modes de gouvernement différents.^{xxvi} En changeant d'école, ces deux frères changeraient également de gouvernement. Particulièrement adaptée à un pays très fortement polarisé entre ses différentes communautés, on voit donc que le modèle fédéral sert de manière tout à fait équitable l'ensemble des groupes du pays. En accordant (et en garantissant) de très larges prérogatives à ses communautés, l'État belge vient démanteler toute velléité nationaliste future. Dans un cadre aussi sensible que celui de la Belgique, on voit donc de manière très claire que le modèle fédéral est non seulement tout à fait adapté à sa nature

multiethnique mais surtout le seul à même de rassurer tous les acteurs.

Alors que dans beaucoup de fédérations, l'émancipation des provinces est limitée ou du moins soumise à de fortes réticences de la part du gouvernement fédéral il est intéressant de voir comment la Belgique est l'un des rares pays à avoir intégré la doctrine Gérin-Lajoie bien plus même que dans son pays de naissance. En partant du principe que les régions et les communautés doivent avoir le droit de traiter à l'extérieur ce qui relève de leur champ de compétence à l'intérieur, les différentes entités belges ont atteint un degré d'indépendance tel que beaucoup n'hésitent pas aujourd'hui à parler de confédération Belge. Cette situation est particulièrement illustrée par les paroles du premier ministre Wallon qui n'hésite pas à dire que « La Wallonie possède un statut de sujet de droit international à part entière »^{xxvii}. L'attrait de ce modèle sur d'autres pays est indéniable et la réaction du 1^{er} ministre du Québec Jean Charest lors de sa visite en Belgique est tout à fait édifiante : « nous souhaitons également aller vers un modèle qui va nous permettre une plus grande participation aux forums internationaux »^{xxviii}. Certes, cette forte indépendance n'est pas sans créer quelques inquiétudes quand à l'avenir d'un pays désormais divisé en deux compartiments presque totalement étanches^{xxix}. Cependant, cette forte division constitutionnelle permet au moins aux deux communautés de vivre si ce

n'est dans la « joie et la bonne humeur » du moins sans conflits.

Enfin, une dernière différence marquante du fédéralisme belge vient de sa dualité. Le pays étant somme toute divisé entre Wallons et flamands^{xxx}, cette dualité vient créer une mécanique où chacune des parties perçoit les gains de l'autre comme une perte pour soi. Consciente du caractère structurant de cette dualité, et constatant la force de la mécanique de séparation qui divise le pays, les autorités belges ont su saisir l'opportunité fédérale en répartissant équitablement les pouvoirs entre les différentes régions. Allant au-delà des exigences des trois communautés, le pays a pu préserver une unité auparavant fortement menacée dans un cadre centralisé. Plus qu'un simple choix politique visant à accommoder les exigences de tel ou tel groupe, le modèle fédéral apparaît aujourd'hui comme le seul garant de la pérennité d'un pays soumis à une véritable mécanique de séparation.

On voit donc que malgré la difficulté des contextes, la Belgique comme la Suisse ont réussi à démanteler les pièges des revendications ethniques dans le cadre d'un modèle constitutionnel équitable et accepté par tous. À ce titre, l'esprit de compromis et de respect exemplaire des belges et des suisses a joué un rôle primordial dans le développement et le maintien d'entités dans lesquelles tous se reconnaissent.

Conclusion

Comme nous l'avons donc vu précédemment, et malgré ses imperfections, le système fédéral belge a tout à fait réussi à démanteler la question culturelle ainsi que les fortes rivalités intercommunautaires. Ce démantèlement, même s'il n'a pas été facile et même si aujourd'hui beaucoup en dénoncent les excès reste malgré tout un exemple de compromis réussi. Précieux en toutes circonstances, cet esprit de compromis a malheureusement fait défaut dans d'autres contextes puisque ni la Tchécoslovaquie ni la Yougoslavie n'ont pu résister à la véhémence des revendications nationalistes qui s'agitaient en leur sein. Dans les deux cas, l'intransigeance des acteurs en questions conjuguée la force des sentiments nationaux ont eu raison de fédérations qui jusqu'au bout, ont tenté de maintenir leur unité. Aujourd'hui, les deux communautés belges ont appris à vivre ensemble dans un cadre constitutionnel accepté par tous. Les Suisses se targuent d'avoir les règles politiques les plus impassibles du monde. D'autres fédérations en contexte multiethnique comme le Canada, dont le système est aujourd'hui sclérosé par 40 ans de conflits entre le fédéral et le Québec et par de plus en plus d'incompréhension de la part de ses différentes composantes gagnerait peut-être à s'inspirer de ces modèles. Ce dernier, s'ils ne peuvent être copiés sur la forme, pourrait l'être dans cet esprit d'entente et de respect qui a su être profitable à tous.

Enfin, il est intéressant de voir qu'au-delà de leurs spécificités, d'autres pays multiethniques, gagneraient à s'inspirer de ces modèles basés sur le compromis. En effet, quel que soit le cadre constitutionnel ou historique d'un pays, l'esprit d'entente et de respect doit en être la pierre angulaire.

ⁱ Violette Rey, « Transition, Fragmentation, Recomposition, à propos de la Tchécoslovaquie. Du verdict des événements à des problématiques géographiques » dans Violette Rey, dir., *La Tchécoslovaquie en 1992* (Paris : E.N.S. Éditions, 1994), 7-21.

ⁱⁱ Martin Petras, « L'idée fédérale chez les tchèques et les slovaques » dans A. Allain, M. Dupont et M. Hearn, dir., *Les fédéralismes* (Lille: Presses Universitaires du Septentrion, 1996), 161-178.

ⁱⁱⁱ Ibid., 161-178.

^{iv} Carol Skalnik Leff, *National Conflict in Czechoslovakia* (Princeton: Princeton University Press, 1988), 372.

^v Id..

^{vi} Voir l'analyse que fait Rey, *La Tchécoslovaquie en 1992*, 7-21.

^{vii} Daniel J. Elazar, *Federal Systems of the World* (Harlow: Longman Current Affairs, 1991), 351.

^{viii} Bernard Féron, *Yougoslavie. Histoire d'un conflit* (Paris : Le Monde-Éditions, 1996), 17-21.

^{ix} Id.

^x Ibid., 48.

^{xi} Le terme Musulman est utilisé ici selon le contexte yougoslave désignant les habitants de la Yougoslavie de confession musulmane et ne faisant partie d'aucun groupe national. Le terme s'écrit avec une majuscule pour le différencier de la religion.

^{xii} Ibid., 50-51.

^{xiii} Voir l'analyse que fait Elazar, *Federal Systems of the World*, 350.

^{xiv} Id.

^{xv} Voir l'analyse que fait Féron, *La Yougoslavie*, 91.

^{xvi} Id.

^{xvii} Maurice Croisat, *Le fédéralisme dans les démocraties contemporaines* (Paris : Montchrestien, 1992), 132-137.

^{xviii} Id.

^{xix} Id.

^{xx} Id.

^{xxi} Voir : Montréal, Université de Montréal, POL1009, Comparaison du fédéralisme en Belgique et au Canada, Session d'Hiver, 21 mars 2005 (Document remis par Merouan Mekouar, 2005).

^{xxii} Belgian Federalism and The Language Issue, voir Allain et al., *Les fédéralismes*, 101-107

^{xxiii} Ibid., 105.

^{xxiv} Le fédéralisme en Belgique, voir Fleiner-Gerster et al., *Le fédéralisme en Europe*, 94.

^{xxv} Belgian Federalism and The Language Issue, voir Allain et al., *Les fédéralismes*, 105

^{xxvi} Le fédéralisme en Belgique, voir Fleiner-Gerster et al., *Le fédéralisme en Europe*, 94-95

^{xxvii} Josée Lafontaine, « Conflit pour les hôpitaux dans l'état belge », En ligne. <http://www.vigile.net/ds-chroniques/docs4/jf-117.html> (page consultée le 16 mars 2005).

^{xxviii} Christian Rioux, « Charest succombe à la tentation belge », *Le Devoir*, (Montréal), 5 mars 2005, A2

^{xxix} Belgian Federalism and The Language Issue, voir Allain et al., *Les fédéralismes*, 106.

^{xxx} À l'exception de la petite minorité germanophone.

Bibliographie

CROISAT, Maurice (1992) *Le fédéralisme dans les démocraties contemporaines*. Paris : Montchrestien.

DELPÉRÉE, Francis (1992) « Le fédéralisme en Belgique ». Dans Thomas Fleiner-Gerster, Dieter Grimm, Heinz Schäffer, Francis Delpérée et Joaquim Tornos, dir., *Le fédéralisme en Europe*. Barcelone, Espagne : Institut de Ciències Polítiques i Socials, 91-99.

ELAZAR, Daniel J (1991) *Federal Systems of the World*. Harlow: Longman Current Affairs.

FÉRON, Bernard (1996) *Yougoslavie. Histoire d'un conflit*. Paris : Le Monde-Éditions.

MEKOURAR, Merouan (2005) *Comparaison du fédéralisme en Belgique et au Canada*. Université de Montréal : POL1009, Session d'Hiver.

PETRAS, Martin (1996) « L'idée fédérale chez les tchèques et les slovaques » dans A. Allain, M. Dupont et M. Hearn, dir., *Les fédéralismes*. Lille: Presses Universitaires du Septentrion, 161-178.

REY, Violette (1994) « Transition, Fragmentation, Recomposition, à propos de la Tchécoslovaquie. Du verdict des événements à des problématiques géographiques » dans Violette Rey, dir., *La Tchécoslovaquie en 1992*. Paris : E.N.S. Éditions, 7-21.

RIOUX, Christian (2005) « Charest succombe à la tentation belge », *Le Devoir*, (5 mars) : A2.

SKALNIK Leff, Carol (1988). *National Conflict in Czechoslovakia*. Princeton: Princeton University Press.

Ressources électroniques

LAFONTAINE Josée, « Conflit pour les hôpitaux dans l'état belge », En ligne. <http://www.vigile.net/ds-chroniques/docs4/jf-117.html> (page consultée le 16 mars 2005)